

**Questions
internationales**

Les enjeux mémoriaux dans l'Union européenne
La stratégie indopacifique de la France
Godzilla : entre risque climatique et péril nucléaire

Ukraine entre Est et Ouest



N° 118 Avril-mai 2023

La Documentation
française



© Dusan_Cvetanovic/ Pixabay

Ukraine, entre Est et Ouest

04 Ouverture – Ukraine, État pivot

Sabine Jansen

11 L'Ukraine au xx^e siècle : le long chemin vers un État-nation

Nicolas Werth

24 La trajectoire et les perspectives économiques de l'Ukraine : sur les sentiers de l'Europe

Julien Vercueil

38 Une société ukrainienne forgée dans l'adversité

Sophie Lambroschini

50 La démocratie ukrainienne à l'épreuve de la guerre

Dominique Arel

- 61 L'Ukraine, zone de marche entre l'Occident et la Russie**
Entretien avec Thierry de Montbrial et Michel Foucher
- 72 Les relations Russie-Ukraine depuis 1991 : un chemin de trente ans vers la guerre**
Tatiana Kastouéva-Jean
- 83 La Pologne et l'Ukraine : de l'antipathie à l'empathie**
Daniel Beauvois
- 92 La guerre en Ukraine : « la mêlée sanglante »**
Yves Boyer
- 106 Les pays d'Europe centrale et orientale face à la guerre en Ukraine**
Jacques Rupnik

Et les contributions de

Thomas Chopard (p. 20),
Denis Eckert et Ivan Savchuk (p. 34),
Sophie Enos-Attali (p. 102),
Benoît Grémare (p. 69),
Sophie Marineau (p. 79),
Oksana Mitrofanova (p. 58),
Kathy Rousselet (p. 47)
et Alban Wilfert (p. 90).

Questions EUROPÉENNES

- 118 L'Union européenne face aux enjeux mémoriaux des pays d'Europe centrale et orientale**
Sophie Crapoulet

Regards sur le MONDE

- 126 La stratégie indopacifique de la France : s'inscrire dans le nouvel ordre mondial**
Céline Pajon

Les questions internationales à L'ÉCRAN

- 133 Godzilla : allégories géopolitiques et environnementales d'une icône populaire**
Célian Faure

Liste des CARTES et ENCADRÉS

ABSTRACTS

- 141 et 142**

Une société ukrainienne forgée dans l'adversité

Sophie Lambroschini *

* Sophie Lambroschini

est chercheuse au Centre Marc-Bloch à Berlin.

De l'indépendance de 1991 jusqu'à l'invasion russe de février 2022, la société ukrainienne s'est forgée dans l'adversité socio-économique. Les crises se sont succédé parallèlement aux processus de construction nationale politique. Les mobilisations civiques ont donné lieu à des revendications de justice, de dignité sociale et d'amélioration du niveau de vie qui transcendaient souvent les clivages mémoriels, politiques et régionaux. Depuis près d'un an, ces aspirations se sont consolidées dans le creuset d'un sentiment national nouveau, marqué par la résistance à l'envahisseur russe.

Située entre trois empires – ottoman, austro-hongrois et russo-soviétique –, l'Ukraine ne peut pas s'appuyer sur un récit historique continu et faisant consensus. En un siècle, son territoire a fait les frais de trois guerres meurtrières et des exactions du régime soviétique, de changements de frontière et de déplacements de plusieurs millions d'habitants¹. Une société multiple et complexe, exprimant des identifications régionales fortes, a donc hérité d'un passé composite et traumatique.

À la fin des années 1980, il n'existait pas de projet national consensuellement partagé par la population de la république socialiste soviétique d'Ukraine (RSSU). Mais l'aspiration générale à un bien-être socio-économique a contribué à cimenter la volonté populaire de souveraineté, en 1990, lorsque le Rada (Conseil) suprême de l'Ukraine a adopté une déclaration sur la souveraineté nationale du pays, puis d'indépendance, en 1991.

¹ Serhii Plokyh, *Aux portes de l'Europe. Histoire de l'Ukraine*, Gallimard, Paris, 2022.

De 1991 à 2022, les politiques de construction nationale, passant notamment par les voies mémorielle et linguistique, d'une part, et les réformes économiques et le passage à l'économie de marché, d'autre part, ont été menées en pointillé, par à-coups, enlisées ou freinées par les multiples contradictions intérieures et les difficultés caractérisant le nouvel État ukrainien, ainsi que par les divisions partisans et régionales.

Pendant ce temps, la population a fait face à l'effondrement de l'ordre économique et de l'État-providence soviétiques, à l'explosion des inégalités et aux abus du clientélisme mis en place par de nouvelles élites locales et nationales toutes-puissantes. De crise en crise, la société ukrainienne s'est bon gré mal gré adaptée, en se révoltant parfois.

Lors de l'indépendance, en 1991, au moment de la « révolution orange », en 2004, puis lors de la « révolution de la Dignité » (Maïdan ou Euromaïdan), en 2014, les frustrations sociales accumulées ont tout autant sinon davantage mobilisé les Ukrainiens que les



© Mykola Myakshykov / NurPhoto via AFP

idéaux politiques. Au fil des années, les débats politiques et historiques ont toutefois révélé de nouveaux référentiels identitaires qui ont irrigué l'ensemble de la société, surtout après la révolution du Maïdan et le début de la guerre russe dans le Donbass, en 2014.

C'est le séisme causé par l'offensive russe de grande envergure du 24 février 2022 qui a favorisé l'émergence d'une cohésion sociale nouvelle face à l'envahisseur. L'existence d'un ennemi désormais clairement identifié, et non plus vaguement géopolitique, est venue cimenter par le patriotisme un sentiment d'appartenance nationale qui apparaissait jusqu'alors souvent flou.

1991 : les espoirs de prospérité déçus

Inscrite dans des cycles de production pensés à l'échelle de l'URSS, la république socialiste soviétique d'Ukraine constituait un rouage central de la division du travail de l'économie planifiée. L'indépendance de l'Ukraine, proclamée après un référendum, allait de pair,

Le 24 août 2022, jour anniversaire de l'indépendance du pays, des volontaires et des personnes déplacées fabriquent à Dnipro un plat traditionnel ukrainien, les vareniki (sortes de gros raviolis), aux couleurs de l'Ukraine, destinés aux soldats de l'armée ukrainienne.

pour la population, avec une profonde aspiration à l'amélioration de la situation socio-économique et des conditions de vie.

La dimension sociale et économique des revendications nationales

Les grèves des mineurs du Donbass en 1989 – qui avaient pris le relais de ceux de Sibérie – avaient montré comment les revendications socio-économiques avaient rejoint les attentes politiques d'autonomie et de renouveau exprimées par le mouvement nationaliste ukrainien Roukh. Le choix de l'indépendance semblait permettre une voie de développement alternative à celle tracée par le pouvoir fédéral de Moscou.

La centralisation soviétique (et moscovite) était perçue comme discriminatoire sur le plan politique, mais aussi sur le plan économique, à travers l'exploitation des richesses de

La guerre en Ukraine : « la mêlée sanglante »¹

Yves Boyer *

* Yves Boyer

est professeur émérite de l'École polytechnique, ancien directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), partenaire du think tank virtuel TAG.

Un an après le début de l'« opération militaire spéciale » de la Russie en Ukraine, les combats font rage. Non seulement la Russie ne semble plus pouvoir espérer conquérir militairement l'Ukraine tout entière, mais cette dernière a forgé dans l'épreuve une résistance et une unité nationale solides. Alors que des pertes considérables sont déjà à déplorer dans les deux camps, que l'Ukraine est devenue totalement dépendante des armements occidentaux et que les risques d'escalade semblent plus plausibles que jamais, l'analyse de la situation militaire montre que ce conflit a déjà transformé très profondément la façon de faire la guerre.

L'horloge (*Doomsday Clock*) du *Bulletin of the Atomic Scientists*, qui, depuis plusieurs décennies, indique symboliquement le moment où se déclencherait l'apocalypse nucléaire, est désormais arrêtée à 90 secondes avant minuit (le moment fatidique), limite jamais atteinte durant la guerre froide². Il en est ainsi parce qu'en Ukraine, où Russes et Américains se font face par Ukrainiens interposés, le risque d'escalade nucléaire est désormais présent dans tous les esprits.

Dès le début de l'invasion russe, en février 2022, Vladimir Poutine avait placé ses forces nucléaires sous un « régime spécial de vigilance au combat ». Dans le même temps, Français comme Britanniques mirent immédiatement en alerte leurs sous-marins nucléaires lanceurs d'engins et les États-Unis prirent des

mesures de précautions particulières toujours en vigueur. Du côté russe, le vice-président du Conseil de sécurité, Dmitri Medvedev, a récemment averti que la défaite d'une puissance nucléaire dans une guerre conventionnelle pourrait enclencher une guerre atomique.

S'ils étaient exaucés, les vœux de certains milieux occidentaux de « pousser les Russes hors d'Ukraine » pourraient donc aboutir à l'escalade tant redoutée, rendant caduc l'argument selon lequel la prise en compte du risque nucléaire serait synonyme d'apaisement.

Tant à Washington qu'à Moscou, la vigilance est toutefois de mise depuis un an afin d'éviter ce basculement dans l'inconnu. Dans le même temps, comme le soulignait un éditorial du *New York Times*, « la Russie a moins de possi-

¹ Référence à *L'Obier rouge*, un chant patriotique ukrainien qui symbolise la lutte contre l'agression russe. Cité par Éric Aunoble, « De Lviv à Kiev, aux sources du patriotisme », *Le Monde diplomatique*, janvier 2023.

² En 1947, plusieurs scientifiques de l'université de Chicago, dont Albert Einstein, créèrent le *Bulletin of the Atomic Scientists*, organe de réflexion politico-stratégique où, symboliquement, figure l'« horloge de l'Apocalypse », qui symbolise les menaces qui pèsent sur l'humanité.



Un militaire ukrainien guide à distance un drone dans l'oblast de Donetsk, le 14 janvier 2023. L'utilisation massive des drones a permis à l'armée ukrainienne de résister à l'artillerie russe et, en cela, complètement transformé la façon de faire la guerre.

bilités de faire marche arrière que les décideurs américains ne semblent le réaliser, et plus d'incitations à vouloir suivre les États-Unis jusqu'au bout de l'escalade si elle devait survenir³ ».

Impressions et perceptions

Le conflit déclenché par l'agression russe est une affaire mal engagée depuis ses débuts avec des buts de guerre mal définis. En décembre 2021, les Russes rendaient publics des projets d'accords concernant la sécurité du continent européen avec les États-Unis et avec l'OTAN dont la teneur laissait en fait présager que seule l'option militaire leur restait ouverte. Le 24 février 2022, ils lançaient leurs forces à

³ Christopher Caldwell, « Russia and Ukraine Have Incentives to Negotiate. The U.S. Has Other Plans », *The New York Times*, 7 février 2023.

l'assaut de l'Ukraine. Le président russe expliquait alors qu'il s'agissait d'une « opération militaire spéciale ». Le caractère très vague des raisons la justifiant autorise toutes les interprétations possibles sur les buts de guerre russes, même si les objectifs affichés à Moscou sont de « dénazifier » et de « désarmer » l'Ukraine.

Du côté occidental, le message adressé au Kremlin a oscillé entre la proclamation de la « non-belligérance » et le soutien à l'Ukraine, et le combat contre Moscou incarnant « le mal », selon le président ukrainien Zelensky s'adressant aux congressistes de Davos le 18 janvier 2023. La Russie dont les Occidentaux escomptent l'effondrement économique et, corrélativement, celui du pouvoir en place à la suite d'un ensemble de sanctions adoptées depuis le début du conflit.

Pour les dirigeants ukrainiens, la seule issue possible en préalable à d'éventuelles négociations demeure la libération complète du territoire ukrainien, Crimée comprise. Thomas Kleine-Brockhoff, une personnalité influente en Allemagne, rapportait à la suite d'entretiens à

Les pays d'Europe centrale et orientale face à la guerre en Ukraine

Jacques Rupnik*

* Jacques Rupnik

est directeur de recherche émérite à Sciences Po au Centre de recherches internationales (CERI).

La guerre russe en Ukraine a donné aux pays d'Europe centrale et orientale un rôle clé dans le dispositif occidental d'aide militaire, économique et humanitaire, qui fait dire à certains dirigeants politiques et experts de ces pays que le centre de gravité géopolitique de l'Europe se déplace vers l'Est. Quels sont les principaux traits de ce processus, ses antécédents et ses répercussions tant sur l'avenir de l'Union européenne que sur son engagement dans son voisinage oriental ? Évaluer l'impact du conflit sur les politiques migratoire, économique, énergétique et plus généralement sur l'orientation du projet européen s'avère également nécessaire.

« On vous l'avait dit ! » Cette phrase, dite et répétée en Europe centrale depuis le déclenchement de l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe, est une façon pour ces pays d'interpeller les pays d'Europe occidentale sur leur rapport à la Russie. En effet, la Pologne et les pays Baltes en particulier avaient mis en garde contre la « guerre rampante » menée par la Russie depuis 2014 avec l'annexion de la Crimée et le soutien aux velléités sécessionnistes dans le Donbass. Le sentiment d'avoir eu une lecture de la politique de Moscou plus proche de la réalité que les principaux pays de l'Union européenne, à commencer par la France et l'Allemagne, leur donne une nouvelle légitimité pour s'exprimer sur les orientations stratégiques de l'Union.

Le poids de la géographie et de l'histoire

« Tout État fait la politique de sa géographie », selon l'aphorisme célèbre de Napoléon. Et de son histoire, doit-on ajouter pour comprendre les spécificités de la réponse des pays d'Europe centrale et orientale à la guerre en Ukraine. La proximité géographique et l'expérience historique sont la première source de leurs différences d'appréciation avec les pays d'Europe occidentale. Au lendemain de la dissolution de l'Union soviétique en décembre 1991, la Russie avait adopté le terme d'« étranger proche » pour désigner les républiques ex-soviétiques, telle l'Ukraine, qui venaient de proclamer leur indépendance. Vues d'Europe centrale, après la dissolution du pacte de Varsovie, l'Ukraine comme la Biélorussie ou



© Mandel NGAN / AFP

Réunion à Varsovie le 22 février 2023 des chefs d'État des « Neuf de Bucarest » (B9) en présence du président américain Joe Biden et du secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg. Créé en 2015 après l'annexion de la Crimée par la Russie, ce groupe rassemble neuf pays membres de l'OTAN (la Bulgarie, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie et la Slovaquie).

la Moldavie étaient aussi un « étranger proche ». On peut interpréter les trente dernières années comme une rivalité entre deux influences géopolitiques, celle de l'« Union eurasienne » préconisée par Moscou et celle du « partenariat oriental » de l'Union européenne, mais aussi entre deux versions de l'« étranger proche ». L'Ukraine est devenue au cours de cette période l'enjeu géopolitique majeur de cette rivalité.

« Étranger » certes, puisqu'il s'agissait d'établir une relation avec un nouvel État, mais un « étranger » très familier. Cela est bien sûr présent dans la perception russe au point que l'enchevêtrement historique, linguistique, politique semblait avoir occulté les différences réelles et les trajectoires divergentes depuis 1991. La familiarité présumée est sans doute l'une des sources de l'aveuglement mêlé de ressentiment russe sur la mutation de la nation ukrainienne.

La proximité et l'histoire induisent aussi pour les voisins occidentaux de l'Ukraine, surtout les Polonais et les Baltes, une familiarité avec l'Ukraine qui s'accompagne d'un sentiment de vulnérabilité lié à l'expérience soviétique et au poids de la Russie dans cette région. L'Ukraine est par excellence un pays charnière, une zone tampon, autant de termes qui désignent les confins entre l'Europe centrale et celle de l'Est, longtemps dominée par la Russie.

Chacun des voisins occidentaux de l'Ukraine a noué avec elle au cours des trente dernières années des relations spécifiques. La Pologne a, pour des raisons historiques, les liens les plus étroits. Les deux tiers du territoire actuel de l'Ukraine faisaient, du ^{xvi}^e jusqu'au ^{xviii}^e siècle, partie de la « république des Deux Nations » polono-lituanienne. La guerre et le rattachement de territoires de l'Ukraine occidentale à l'Ukraine à la fin de la Seconde Guerre mondiale, puis, à l'issue de celle-ci, le rattachement à l'Ukraine de territoires de l'Ukraine occidentale précédemment annexés par la Pologne laissèrent des traces douloureuses. Elles furent surmontées en deux temps :